



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 13 du 16 mai 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- . sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- . aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 mai 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	534
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	534
DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	534
Arrêté DCTAJ n° 2011-92 du 2 mai 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle.....	534
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	535
MISSION ECONOMIQUE.....	535
Arrêté du 9 mai 2011 portant composition de la Commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.....	535
Arrêté du 9 mai 2011 portant composition de la Commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans.....	536
CABINET.....	536
Arrêté du 14 avril 2011 décernant la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement.....	536
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	537
Bureau des réglementations.....	537
Arrêté interdépartemental CAB/BPS n° 2011. 213 du 21 avril 2011 relatif à l'autorisation d'exploitation d'un système de vidéosurveillance pour la Société « SANEF », sise 30 boulevard Gallieni à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130).....	537
Arrêtés du 18 avril 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire.....	538
Arrêté du 6 mai 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire.....	539
Dossier n° 2011/0002 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	540
Dossier n° 2011/0073 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à DOMBASLE-SUR-MEURTHE.....	541
Dossier n° 2011/0086 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance – CUGN (régulation du trafic routier).....	542
Arrêté n° 230 du 12 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société DIAMOND PROTECTION RAPPROCHEE.....	542
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	542
Bureau des procédures environnementales.....	542
Arrêté du 19 avril 2011 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de CERVILLE.....	542
Arrêté du 28 avril 2011 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation de pose d'écrans de protection phonique pour la mise aux normes autoroutières entre CRUSNES et MEXY sur la RN 52.....	544
Arrêté de cessibilité du 5 mai 2011 relatif à l'expropriation partielle de la parcelle X16 « Haut des Vergers » en vue de la réalisation du projet de création de parking et cheminement piétons à CERVILLE.....	544
Arrêté du 6 mai 2011 portant modification de la création de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS).....	545
Arrêté du 10 mai 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS).....	545
Arrêté du 10 mai 2011 donnant acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE.....	546
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	547
Bureau de l'interministérielle.....	547
Arrêté préfectoral modificatif n° 11.BI.52 du 10 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE.....	547
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	547
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	547
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	547
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-024 en date du 28 avril 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprise des joints de l'ouvrage d'art au PR 7+000.....	547
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-025 en date du 6 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 du PR 245 au PR 247+500.....	549
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-027 en date du 9 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 8+000 au PR 9+000.....	550
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-028 en date du 10 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur A330 au PR 1+500 et A33 au PR 12+300.....	552
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	554
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	554
Etablissements de santé.....	554
Arrêté ARS/DT 54 N° 23/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	554
Arrêté ARS/DT 54 N° 24/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	554
Arrêté ARS/DT 54 N° 25/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	555
Arrêté ARS/DT 54 N° 26/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	555
Arrêté ARS/DT 54 N° 27/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	555
Arrêté ARS/DT 54 N° 28/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	556
Arrêté ARS/DT 54 N° 29/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	556
Arrêté ARS/DT 54 N° 30/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	557
Arrêté ARS/DT 54 N° 31/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	557
Arrêté ARS/DT 54 N° 32/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	558
Arrêté ARS/DT 54 N° 33/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	558
Arrêté ARS/DT 54 N° 34/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	559
Arrêté ARS/DT 54 N° 35/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701.....	559
Arrêté ARS/DT 54 N° 36/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	560
Arrêté ARS/DT 54 N° 37/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	560
Arrêté ARS/DT 54 N° 38/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de FAULX pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544.....	560

Arrêté ARS/DT 54 N° 39/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à NEUVES-MAISONS pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858	561
Arrêté ARS/DT 54 N° 40/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Service de Soins de Suite de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585	561
Arrêté ARS/DT 54 N° 41/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973	562
Arrêté ARS/DT 54 N° 42/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les rives du château » à BLÂMONT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726	562
Arrêté ARS/DT 54 N° 43/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270	562
Arrêté ARS/DT 54 N° 44/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148	563
DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE	563
Arrêté n° 176/2011 du 27 avril 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de Meurthe-et-Moselle	563
Arrêté n° 177/2011 du 27 avril 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre hospitalier Maillot de BRIEY - Département de Meurthe-et-Moselle	564
Arrêté n° 181/2011 en date du 9 mai 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen et de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)	564
DIRECTION DE LA STRATEGIE	565
Arrêté n° 2011-172 du 15 avril 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine	565
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE	569
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	569
Décision du 3 mai 2011 portant subdélégation de signature en matière d'actions d'inspection de la législation du travail du Responsable de l'unité territoriale de la Meurthe-et-Moselle chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle	569
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	572
AGRICULTURE - FORET - CHASSE	572
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/220, du 26 avril 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LEYR	572
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 224, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3235	573
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 225, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3247	573
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 226, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DIARVILLE - FORCELLES-SOUS-GUGNEY - GUGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3242	574
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 227, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMIMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3244	574
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 228, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à THEZEY-SAINT-MARTIN - ABAUCOURT - LETRICOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3239	574
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 229, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3228	575
Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 230, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3236	575
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 231, du 27 avril 2011, portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à VANDELEVILLE - DOMMARIE-EULMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3246	575
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/234, du 3 mai 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de FAULX	576
Arrêté 2011/n° 261/AFC, du 10 mai 2011, relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - Campagne 2011	576
Arrêté 2011/263/Forêt-Chasse en date du 6 mai 2011 relatif à la destruction de sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département	578
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES	578
Arrêté du 18 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) mouvements de terrain sur le territoire de LIVERDUN	578
Arrêté du 22 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de CHARENCEY-VEZIN	579
Arrêté du 22 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de LONGUYON	579
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE	580
Arrêté n° 54-2011-00036 du 19 avril 2011 portant opposition à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les travaux dans le ruisseau du Pré-paumier sur la commune de LANEUVELOTTE	580
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	581
SOLIDARITE - INSERTION	581
Arrêté n° DDCS/SI/2011-61 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association Union Et Solidarité (UES)	581
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-64 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association LE GRAND SAUVOY	581
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-66 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand (AGAFAB)	582
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-68 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS)	583
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-70 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association LE PELICAN	583
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-72 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association pour un Lien Social et des espaces Solidaires (ALISéS)	584
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-75 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association pour le Développement de l'Habitat des Jeunes (ADHAJ)	585
Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-77 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association du Foyer de la Jeune Fille	586
Arrêté n° DDCS/SI/2011-87 du 4 mai 2011 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs	586
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES	587
SIP de NANCY SUD EST - Procuration sous seing privé du 1er septembre 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature	587
Arrêté du 19 avril 2011 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle	587
OFFICE NATIONAL DES FORETS	587
Arrêté du 4 mai 2011 portant interdiction temporaire de circulation sur le territoire communal de NEUFMAISONS	587
AVIS ET COMMUNICATIONS	588
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	588
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	588

Bureau de l'interministérialité.....	588
Modification relative à la parution au Recueil des Actes Administratifs n° 12 du 28 avril 2011 des conventions d'utilisation conclues le 24 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.....	588
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	589
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	589
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30746 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BELLEVILLE.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42304 du 11 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44804 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47079 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MESSEIN.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49692 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de REILLON.....	589
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49739 du 10 avril 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de CONFLANS-EN-JARNISY.....	589
AUTRES SERVICES.....	589
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	589
Avis de concours interne sur titres du 29 avril 2011 pour le recrutement de maîtres ouvriers.....	589
Avis de concours interne sur épreuves du 29 avril 2011 pour le recrutement d'un agent de maîtrise.....	590

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Arrêté DCTAJ n° 2011-92 du 2 mai 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 34 ;
VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-1725 du 30 décembre 2009 modifiant certaines des dispositions du décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 relatives aux délégations de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels du ministère de l'intérieur ;
VU l'arrêté du 30 décembre 2009 portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
VU le décret du 30 mars 2005 nommant M. François MARZORATI sous-préfet de l'arrondissement de Thionville ;
VU le décret du 17 mars 2008 nommant M. Jean-Francis TREFFEL secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
VU le décret du 7 octobre 2009 nommant Mme Elisabeth CASTELLOTTI sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNÉE préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;
VU le décret du 8 avril 2011 nommant M. François VALEMBOS sous-préfet de l'arrondissement de Metz-Campagne ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Moselle, à l'exception :
- des déclinatoires de compétence et arrêtés de conflit ;
- des réquisitions de la force armée.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL à l'effet de signer, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307, sous l'autorité du préfet de région, tous actes administratifs et financiers, correspondances, décisions, circulaires, rapports qui permettent d'assurer :

- la gestion stratégique, technique et financière du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine ;
- la coordination de l'action des préfectures dans le cadre du BOP 307 ;
- le pilotage global de l'unité opérationnelle mutualisée régionale du BOP 307 : formation régionale ministérielle, modernisation, gestion de l'EMIR (enveloppe mutualisée d'investissement régional) et toutes autres actions de mutualisation en devenir dans le cadre du BOP 307.

A ce titre, M. Jean-Francis TREFFEL, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « administration territoriale » régional dénommé BOP 307 concernant les préfectures de la région Lorraine, a délégation pour :

- concevoir et élaborer le budget ;
- assurer la programmation des crédits reçus ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles conformément à la ventilation approuvée en collège des préfets ;
- gérer le budget ;
- exécuter les dépenses conformément à la programmation fixée par le budget y compris la ré-allocation en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles ;
- établir le bilan d'exécution du budget.

Article 3 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, à l'effet de signer, en sa qualité de responsable de la gestion des personnels, sous l'autorité du préfet de région, tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents en matière de recrutement et de gestion des personnels administratifs du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration relevant des attributions du représentant de l'Etat, dans le ressort de la région Lorraine, conformément aux dispositions du décret du 23 décembre 2006 modifié par le décret du 30 décembre 2009 et de l'arrêté du 30 décembre 2009 susvisés.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Francis TREFFEL à l'effet de signer, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303, sous l'autorité du préfet de région, tous actes administratifs et financiers, correspondances, décisions, circulaires, rapports qui permettent d'assurer :

- la gestion stratégique, technique et financière du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303 concernant les préfectures de la région Lorraine ;
- la coordination de l'action des préfectures dans le cadre du BOP 303 ;
- la tarification des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA).

A ce titre, M. Jean-Francis TREFFEL, en sa qualité de responsable du budget opérationnel du programme « immigration et asile » régional dénommé BOP 303 concernant les préfectures de la région Lorraine, a délégation pour :

- concevoir et élaborer le budget ;
- assurer la programmation des crédits reçus ;
- répartir les crédits entre les unités opérationnelles conformément à la ventilation approuvée en collège des préfets ;
- gérer le budget ;
- exécuter les dépenses conformément à la programmation fixée par le budget y compris la ré-allocation en cours d'exercice budgétaire entre les unités opérationnelles ;
- établir le bilan d'exécution du budget.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Francis TREFFEL, sa suppléance sera assurée, dans les conditions prévues aux articles 1er, 2, 3 et 4, par M. François VALEMBOS, sous-préfet de l'arrondissement de Metz-Campagne et, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par M. François MARZORATI, sous-préfet de l'arrondissement de Thionville et, en cas d'indisponibilité de celui-ci, par Mme Elisabeth CASTELLOTTI, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle.

Article 6 : L'arrêté DCTAJ n° 2010-97 du 30 décembre 2010 est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Moselle, de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.
Metz, le 2 mai 2011

Le Préfet,
Christian GALLIARD de LAVERNÉE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MISSION ECONOMIQUE

Arrêté du 9 mai 2011 portant composition de la Commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 88-18 du 5 janvier 1988 relative au renouvellement des baux commerciaux ;

VU les articles L 145-35, D 145-12 et suivants du code de commerce ;

VU le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

VU le décret n° 88-694 du 9 mai 1988 relatif aux commissions départementales de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2008 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal modifié par l'arrêté du 21 décembre 2009 ;

VU les propositions de :

- Mme la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy du 14 mars 2011,

- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle du 22 mars 2011,

- M. le Président de la Chambre de Métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle du 2 mars 2011,

- M. le président de la chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires de Meurthe-et-Moselle du 6 mai 2011

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les arrêtés préfectoraux des 13 mai 2008 et 21 décembre 2009 sont abrogés.

Article 2 : La composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeuble ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est composée comme suit :

a) Représentants des bailleurs :

☐ Membres titulaires

- M. Olivier BERTRAND

Gérant de BERTRAND Immobilier

11 bis rue Carnot

54300 LUNEVILLE

- M. Michel SANNER

Administrateur à la chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires

5-7 rue Saint Georges

54 000 NANCY

☐ Membres suppléants

- M. Gilles ROUX

Directeur Appui et Services aux Territoires

CCIT 54 – 53, rue Stanislas

54 042 NANCY cedex

- M. Patrick SEAOURT

Artisan prothésiste dentaire

6 avenue du Général Leclerc

54000 NANCY

b) Représentants des locataires

☐ Membres titulaires

- M. Claude HENRY

Artisan Maçon

258, avenue de Boufflers

54 000 NANCY

- M. Jacques CHEVALIER

Expert-comptable associé

Chevry et associés

2, rue Georges de la Tour

54008 NANCY

☐ Membres suppléants

- M. Paul LALLEMAND

Artisan Electricien

54 rue de l'Embanie

54220 MALZEVILLE

- M. Grégoire EURY

Responsable du pôle création/reprise/ transmission

CCIT 54 - 53 rue Stanislas

54042 NANCY cedex

c) Personnes qualifiées

☐ Membre titulaire

- M. Etienne BLOCH

Conseiller Honoraire

Clos de Médeville

Bâtiment 9 – 53 rue de Laxou

54 000 NANCY

- Membre suppléant
- M. Jacques HARDY
Conseiller Honoraire
9, rue de Villey-le-sec
54600 VILLERS LES NANCY

Article 3 : La durée du mandat des membres titulaires et suppléants de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal est fixée à 3 ans.

Article 4 : La commission est présidée par M. Etienne BLOCH, membre désigné au titre des personnes qualifiées.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 9 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté du 9 mai 2011 portant composition de la Commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés ;
VU l'article 106 de la loi de finances pour 1982, modifié par l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005, instituant une aide en faveur des commerçants et artisans ;
VU le décret n° 82-307 du 2 avril 1982, modifié par décret n° 2006-83 du 27 janvier 2006, fixant les conditions d'attribution de l'aide prévue en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans par l'article 106 de la loi de finances pour 1982 ;
VU les propositions des différents organismes concernés ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La composition de la commission chargée d'attribuer l'aide instituée par l'article 106 de la loi de finances pour 1982, placée auprès de la Caisse du Régime Social des Indépendants de Nancy, est fixée comme suit :

Président : M. Gérard GABRIEL, juge auprès du tribunal de commerce de NANCY.

Représentant de la Caisse du Régime Social des Indépendants de Nancy :

- Titulaire : Mme Anne-Marie BALAY,
- Suppléant : M. Erwin GERNERT.

Représentant désigné par le préfet, sur proposition du directeur départemental des finances publiques et du DIRECCTE :

- Titulaire : Mme Marie REDON, conseillère adjointe au commerce et à l'artisanat,
- Suppléants : - M. Jean-Marie GRY, conseiller régional au commerce et à l'artisanat,
- Mme Odile GAMBETTE et M. Nicolas LAZZAROTTO, inspecteurs des finances publiques.

Représentant de la chambre de commerce et d'industrie dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la Caisse :

- Titulaire : M. Claude GILLARD,
- Suppléant : M. Roger MATHIOT.

Représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la Caisse :

- Titulaire : Mme Jacqueline DESOUDIN,
- Suppléant : Mme Danielle JONQUARD.

Article 2 : Le président de la commission ne peut déléguer ses fonctions.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 9 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

CABINET

Arrêté du 14 avril 2011 décernant la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
SUR proposition de M. Hervé FERON, député de Meurthe-et-Moselle, maire de Tomblaine ;

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Bernard PIQUE ;
- M. Geoffrey ROLLET.

Le 23 février 2011, à Tomblaine, 1, rue Jules Ferry, MM. PIQUE et ROLLET n'ont pas hésité à porter secours, malgré un important dégagement de fumées toxiques, à une personne âgée lors de l'incendie de son appartement. Leur sang froid et leur détermination ont permis de sauver l'intéressée.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Tomblaine et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 14 avril 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Arrêté interdépartemental CAB/BPS n° 2011. 213 du 21 avril 2011 relatif à l'autorisation d'exploitation d'un système de vidéosurveillance pour la Société « SANEF », sise 30 boulevard Gallieni à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le Préfet des Hauts-de-Seine,

VU les articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;
VU la demande présentée par Monsieur Marc VIAN, en sa qualité de Directeur du Réseau Est, représentant la Société « SANEF », sise 30 boulevard Gallieni à Issy-les-Moulineaux (92130), en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre le système de vidéosurveillance sur le réseau autoroutier A4 à la gare de péage de Jarny, sur le département de la Meurthe et Moselle (54) ;
VU l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de la Meurthe et Moselle en date du 29 novembre 2010 ;
VU l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance des Hauts-de-Seine en date du 31 janvier 2011 ;
CONSIDERANT que la demande d'autorisation est constituée conformément à la législation en vigueur et que la finalité du système est conforme aux dispositions du II de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;
SUR proposition du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETEMENT

Article 1er : Monsieur Marc VIAN, en sa qualité de Directeur du Réseau Est, représentant la Société « SANEF », sise 30 boulevard Gallieni à Issy-les-Moulineaux (92130), est autorisé à exploiter dans le respect des libertés individuelles, le système de vidéosurveillance sur le réseau autoroutier dans le département de la Meurthe et Moselle (54), et à l'étendre sur le réseau autoroutier A4 à la gare de péage de Jarny, sur le département de la Meurthe et Moselle, avec enregistrement d'images, selon les conditions décrites dans les dossiers de demande d'autorisation et sous réserve de la réalisation des prescriptions suivantes :

Article 2 : Les champs de vision des caméras devront être dotés de masquages effectifs de façon à ne pas visionner le domaine des tiers. Le pétitionnaire devra également s'assurer des conditions de sécurisation de l'accès aux images.

Article 3 : Le droit d'accès aux images enregistrées pourra être exercé auprès du Département Relations Clientèle, BP 50073 à Senlis - 60304.

Article 4 : La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Article 5 : L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. A l'expiration de cette période, sa validité pourra être prorogée pour une durée égale, si l'intéressé remplit toujours les conditions exigées par la réglementation en vigueur.

Article 6 : La tenue d'un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction de ceux-ci et le cas échéant la date de transmission au Parquet est obligatoire. Ce registre devra pouvoir être présenté à toute réquisition.

Article 7 : L'information du public de l'existence d'un système de vidéosurveillance dans l'établissement cité à l'article 1er et la qualité et les coordonnées du responsable de ce système, devront apparaître de manière claire et permanente à chaque point d'accès du public et en nombre suffisant.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel et portant sur le changement d'exploitant, de l'activité, de la configuration des lieux, ou affectant la protection des images devra faire l'objet d'une déclaration dont l'absence peut justifier le retrait de l'autorisation sans préjudice des sanctions pénales précisées au VI de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée.

Article 9 : L'autorisation peut être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, ou en cas de changement des conditions au vu desquelles elle a été délivrée notamment dans l'hypothèse d'atteintes aux libertés individuelles.

Article 10 : Les dispositions antérieures concernant l'installation de systèmes de vidéosurveillance sur le département de la Meurthe et Moselle sont réputées caduques.

Article 11 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet de la Préfecture des Hauts-de-Seine et le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe et Moselle chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de chacun des départements concernés.

Nanterre, le 21 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Pour le Préfet des Hauts-de-Seine,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
David CLAVIERE

Arrêtés du 18 avril 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;
VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;
VU la demande formulée par Monsieur Michel TANGUY, gérant de la SARL « TANGUY-MEDIC AMBULANCE » sise 10, rue de Thiaville - 54120 LA CHAPELLE
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Article 1er : L'entreprise « SARL TANGUY-MEDIC AMBULANCE » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation par sous-traitance
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires par sous-traitance
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2011-54-178.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est de un an.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Michel TANGUY, au Maire de LA CHAPELLE et au Directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « LEXY FUNERAIRE » sous le numéro 2004-54-153.

VU la demande de renouvellement formulée par Monsieur Jean-Claude TYDEK, gérant de l'entreprise de pompes funèbres « LEXY FUNERAIRE 22, rue du Jura 54720 LEXY » sous l'enseigne « Au paradis blanc ».

ARRETE

Article 1er : L'entreprise de pompes funèbres « susvisée » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2004-54-153.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Jean-Claude TYDEK, au Maire de LEXY et au Directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « Audun funéraires » sous le numéro 2010-54-173

VU la demande formulée par Monsieur Frédéric BROUSSIER, gérant de la SARL « Audun funéraires » sise 1, rue Albert Lebrun 54560 AUDUN LE ROMAN.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise « SARL Audun funéraires » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation par sous-traitance
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2010-54-173.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est de six ans.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Frédéric BROUSSIER, au Maire de AUDUN LE ROMAN et au Directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Arrêté du 6 mai 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

VU la demande formulée par Monsieur Eric FIEVET, gérant de la SARL « Marbrerie Pompes Funèbres Henri Battavoine » sise 13, rue de l'Equerre, 57100 THIONVILLE pour sa succursale sise 2, place Joliot Curie 54190 VILLERUPT sous l'enseigne « PF et marbrerie ROC ECLERC Henri BATTAVOINE »

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise « SARL Marbrerie Pompes funèbres Henri Battavoine » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière

- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2011-54-179.

Article 3 : La durée de la présente habilitation est de six ans.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Eric FIEVET, au Maire de VILLERUPT et au Directeur de l'agence régionale de santé et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Pour ces 4 arrêtés, les voies et délais de recours sont les suivantes :

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-Direction du conseil juridique et du contentieux – 11, rue des Saussaies 75008 PARIS Cedex 08.*

En l'absence de réponse administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif – 5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Dossier n° 2011/0002 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé au N° 6 quai Choiseul - 54000 NANCY présentée par M. Jean-Charles RAMELLI ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 mars 2011 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : M. Jean-Charles RAMELLI est autorisé à installer une caméra intérieure, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0002**.

La caméra extérieure est refusée.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Charles RAMELLI .

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.
- un recours hiérarchique adressé à :

M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 : L'installation d'un système de vidéoprotection sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Charles RAMELLI 6 quai Choiseul - 54000 NANCY et dont copie sera transmise au Maire de la commune de NANCY.

Nancy, le 11 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Dossier n° 2011/0073 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé AF MECA 4 rue Louis Majorelle - 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE présentée par M. Frédéric ADAM ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 28 mars 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : M. Frédéric ADAM est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0073**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Frédéric ADAM.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Frédéric ADAM, 4 rue Louis Majorelle - 54110 DOMBASLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DOMBASLE.

Nancy, le 11 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0086 - Arrêté du 11 mai 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance – CUGN (régulation du trafic routier)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur de périmètres délimités géographiquement par les adresses figurant sur la liste annexée au présent arrêté ;
VU l'arrêté N° 54.03.0062 du 20 octobre 2003 relatif à l'autorisation automatique du franchissement des feux rouges ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 28 mars 2011 ;
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisée(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0086**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Régulation du trafic routier.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Claude JACQUEMIN .

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits automatiquement.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : L'arrêté préfectoral susvisé est abrogé.

Article 13 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté Urbaine du Grand Nancy et dont copie sera transmise aux maires des communes de :

- NANCY

- ESSEY LES NANCY

- LAXOU

- SAINT MAX

- TOMBLAINE

- VILLERS LES NANCY

- FLEVILLE DEVANT NANCY

- VANDOEUVRE LES NANCY

Nancy, le 11 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 230 du 12 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société DIAMOND PROTECTION RAPPROCHEE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la demande présentée par M. Frédéric NOGUÈS, dirigeant de la société « DIAMOND PROTECTION RAPPROCHEE », située 5 rue Gilbert à NANCY (54000), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : La société « DIAMOND PROTECTION RAPPROCHEE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Frédéric NOGUÈS, dirigeant de la société « DIAMOND PROTECTION RAPPROCHEE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
 - au colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
 - au maire de NANCY,
 - au président du tribunal de commerce de NANCY.
- Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

- *recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

- *recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'intérieur et de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration - direction des libertés publiques et des affaires juridiques - sous-direction des libertés publiques et de la police administrative - 11, rue des Saussaies - 75808 Paris.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé au tribunal administratif de Nancy.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales**Arrêté du 19 avril 2011 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de CERVILLE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles - L. 123-1 à L. 123-16, L. 515-8 et L. 515-15 à L. 515-25, R. 511-9 et annexe, R. 511-10, R. 512-1 à R. 512-46, R. 512-67 à R. 512-74, R. 513-1 et R. 513-2, R. 514-1 à R. 514-4 ; - R. 515-39 à R. 515-50, - L.125-2-1 et D.125-29 à D.125-34 ;

VU le code minier et notamment ses articles 3-1 et 104-3-1 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230.1 et L. 300-2 et R. 126-1 et R. 126-2 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 8 décembre 1972 autorisant « Gaz de France » à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région de Cerville, Velaine sous Amance en Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 25 mars 2003 portant renouvellement de l'autorisation de stockage souterrain de gaz combustible de Cerville – Velaine accordé à « Gaz de France » ;

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-622 du 8 décembre 2006 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible sur le territoire de la commune de Cerville ;

VU le récépissé du 7 avril 2009 donnant acte du changement d'exploitant au profit de la société « STORENGY » ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2006 modifié portant création du comité local d'information et de concertation (CLIC) autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société GDF à Cerville ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 portant renouvellement de la composition du CLIC autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY à Cerville ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 4 janvier 2011 proposant de prescrire un PPRT autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY sur les territoires des communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Cerville en date du 21 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Lenoncourt en date du 28 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Velaine sous Amance en date du 19 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Laneuvelotte en date du 1er février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Seichamps en date du 21 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Pulnoy en date du 27 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saulxures les Nancy en date du 15 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 15 avril 2011 ;
CONSIDÉRANT la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative à la création des Comités Locaux d'Information et de Concertation ;
CONSIDÉRANT la circulaire ministérielle du 15 septembre 2009 définissant les règles méthodologiques relatives aux études de dangers, à l'acceptabilité de la démarche de maîtrise des risques et aux PPRT des stockages souterrains de gaz ;
CONSIDÉRANT la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ;
CONSIDÉRANT que les activités et les installations de stockage gaz naturel de la société STORENGY à Cerville appartiennent aux stockages définis à l'article 3-1 du Code Minier ;
CONSIDÉRANT la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux ;
CONSIDÉRANT la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le périmètre d'étude du PPRT de la société STORENGY à Cerville proposée par l'inspection des installations classées dans son rapport en date du 4 janvier 2011 établi en application de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 susvisée ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Périmètre d'étude

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques doit être prescrit autour des installations de stockage souterrain de gaz naturel de la société STORENGY sur les communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques et de surpression en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de l'établissement STORENGY à Cerville.

Article 3 : Services instructeurs

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Lorraine et la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Personnes et organismes associés

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- les représentants de la société STORENGY à Cerville ;
- les maires des communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy ou leurs représentants, pouvant être accompagnés par une personne des services de la ville ;
- le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant, pouvant être accompagnés par une personne des services ;
- les représentants du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé en application de l'article L.125-2 du Code de l'Environnement autour de l'établissement STORENGY à Cerville et désignés lors de sa séance du 3 décembre 2010 à savoir :
 - * M. Damien HANRIOT, du Gaec d'Ouches, riverain et membre du CLIC ;
 - * M. Gérald FERRY, habitant à Cerville, riverain et membre du CLIC.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées, soit sur l'initiative du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 10 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DREAL.

Les comptes-rendus des réunions d'associations sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 : Concertation

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT, selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescription, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- ces documents sont également consultables sur le site internet de la DREAL Lorraine ;
- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le cas échéant, une ou plusieurs réunions d'informations pour les personnes concernées par le périmètre d'étude pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associés et rendu public sur le site internet de la DREAL Lorraine. Il pourra être consulté en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6 : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien l'Est Républicain.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine et le directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 28 avril 2011 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation de pose d'écrans de protection phonique pour la mise aux normes autoroutières entre CRUSNES et MEXY sur la RN 52

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 433-11 du code pénal ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine du 7 avril 2011 sollicitant l'autorisation pour les agents de la DREAL et les agents mandatés par eux d'occuper temporairement des propriétés privées pour permettre la réalisation de pose d'écrans de protection phonique sur la commune de Villers-la-Montagne ;

VU les plans sur lesquels figure la surface qui doit être occupée et le tableau parcellaire des terrains ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Est autorisée au profit des agents de la DREAL et des agents mandatés par eux l'occupation temporaire sur le territoire de la commune de Villers-la Montagne, des parcelles désignées sur les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté.

Cette occupation a pour but de réaliser des travaux de pose d'écrans de protection phonique pour la mise aux normes autoroutières entre Crusnes et Mexy de la RN52.

Article 2 : Chacun des agents sera en possession d'une copie du présent arrêté ainsi qu'un ordre de mission qui devront être présentés à toute réquisition.

Article 3 : L'occupation des terrains ci-dessus désignés ne pourra avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892 modifiée.

Article 4 : Le droit à occupation est accordée du 15 juin 2011 au 30 novembre 2011.

Article 5 : Le maire est invité à prêter, s'il y a lieu, à prêter son concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune concernée.

L'introduction des agents ne pourra, cependant, avoir lieu à l'intérieur des propriétés closes que cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la direction

Article 7 : La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Sous-Préfète de Briey, le Maire de la commune de Villers-la-Montagne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Directeur départemental des territoires.

Nancy, le 28 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Annexes : Plans et états parcellaires visés à l'article 1er sont consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté de cessibilité du 5 mai 2011 relatif à l'expropriation partielle de la parcelle X16 « Haut des Vergers » en vue de la réalisation du projet de création de parking et cheminement piétons à CERVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-8, L.12-1 à L.12-6, L.13-1 à L.13-28, L.16-7 et R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du 13 septembre 2010 du conseil municipal de CERVILLE sollicitant l'ouverture d'une enquête parcellaire conjointement à l'enquête publique en vue de l'acquisition de la parcelle X16 « Haut des Vergers » à CERVILLE pour la réalisation de parking et cheminement piétons ;

VU le dossier établi par la commune de CERVILLE en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2010 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du jeudi 6 janvier 2011 au jeudi 27 janvier 2011 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire ;

VU l'avis favorable, émis le 10 février 2011, par le commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mars 2011 déclarant l'opération d'utilité publique ;

VU la demande de madame le maire du 28 avril 2011 sollicitant un arrêté de cessibilité ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La parcelle pour une surface de 31 a 99 ca désignée sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaire à la réalisation du projet, est déclarée immédiatement cessible à la commune de CERVILLE.

Article 2 : La déclaration de cessibilité du terrain est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : A défaut de cession amiable de cette parcelle, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié, par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, au propriétaire concerné.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de CERVILLE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 5 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 6 mai 2011 portant modification de la création de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ;

VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiée par la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 ;

VU la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dans le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2011-210 du 24 février 2011 tirant les conséquences de la loi 2009-879 du 11 juillet 2009 précitée ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU les propositions du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 31 mars 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le paragraphe 2-6 "formation spécialisée dite des carrières" de l'article 2 de l'arrêté du 11 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est complété par un alinéa ainsi rédigé :

Lorsque la formation se réunit pour examiner des dispositions du schéma départemental des carrières susceptibles d'avoir un impact sur les mesures de protection de la santé de la population, notamment pour l'examen des parties du rapport mentionnées aux 4° et 6° du II de l'article R. 515-2 du code de l'environnement, le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant siège à la réunion avec voix consultative.

Article 2 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la formation dite "des carrières" et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 10 mai 2011 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et de sites (CDNPS)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 ;

VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives, ratifiée par la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

VU les propositions du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 31 mars 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté du 15 janvier 2009 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "de la nature" est modifié comme suit :

2-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaires

M. Pierre BAUMANN

M. Olivier JACQUIN

Suppléants

M. Maurice VILLAUME

M. Bernard MULLER

Article 2 : L'article 3 de l'arrêté du 15 janvier 2009 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "des sites et des paysages" est modifié comme suit :

3-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaires

M. Olivier JACQUIN

M. Philippe COLIN

Suppléants

M. Gauthier BRUNNER

M. Jean-Pierre MINELLA

Article 3 : L'article 4 de l'arrêté du 15 janvier 2009 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "de la publicité" est modifié comme suit :

4-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaire

M. Pierre BAUMANN

Suppléant

M. René MANGIN

Article 4 : L'article 5 de l'arrêté du 15 janvier 2009 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaires

M. Michel DINET, président du conseil général

M. Noël GUERARD

Suppléants

M. Maurice VILLAUME

M. Olivier JACQUIN

Article 5 : L'article 6 de l'arrêté du 15 janvier 2009 précité fixant la composition de la formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive" est modifié comme suit :

6-2 : collège des élus (conseillers généraux)

Titulaire

Mme Rachel THOMAS

Suppléant

M. Olivier JACQUIN

Article 6 : La durée du mandat des membres visés au présent arrêté est de trois ans à compter du 15 janvier 2009.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 8 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté du 10 mai 2011 donnant acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163-1 à L.163-12 et L.174-1 à L.174-12 (ex 91 à 96) ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'acte du 24 décembre 1881 instituant la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE au profit de Monsieur Jean-Baptiste PAQUEL et de la société anonyme Lorraine Industrielle ;

VU l'acte de vente du 20 août 1903 attribuant la concession de mines de sel gemme et de sources salées à la société des mines de sel de Jarville, société constituée pour cet achat, devenue par la suite la société SOMIJAR en 1969 puis la société SOLVAY FINANCE FRANCE en 1986 ;

VU la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE, déposée en préfecture de Meurthe-et-Moselle le 26 août 2009 par la société SOLVAY FINANCE FRANCE et complétée le 25 septembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2010 autorisant l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE suivant les dispositions décrites par la la société SOLVAY FINANCE FRANCE, sous réserve de dispositions complémentaires ;

VU la transmission du 17 novembre 2010 par laquelle la société SOLVAY FINANCE FRANCE avise le préfet de la fin de réalisation des prescriptions qui lui ont été imposées pour la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE ;

VU l'avis de la société SOLVAY FINANCE FRANCE du 20 avril 2010 sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis le 19 avril 2011 par la DREAL Lorraine ;

VU les rapport et avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine du 21 avril 2011 concernant l'application de l'arrêté préfectoral du 24 août 2010 pour la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE valant procès-verbal de récolement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la société SOLVAY FINANCE FRANCE - dont le siège social est à PARIS (75009), 25 rue de Clichy, de l'exécution des mesures prescrites dans le cadre de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE.

Article 2 : La surveillance administrative et la police des mines s'appliquant aux travaux miniers et installations minières attachés à la concession de mines de sel gemme et de sources salées de JARVILLE prennent fin à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat des maires.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la société SOLVAY FINANCE FRANCE et dont une copie sera adressée pour information à :

- Messieurs les maires de Nancy, Jarville-la-Malgrange, Tomblaine, Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy et Saulxures-lès-Nancy,
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles,
- Monsieur le général, commandant la région militaire de Défense Nord/Est,
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le directeur de l'agence régionale de la Santé Lorraine - délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté préfectoral modificatif n° 11.BI.52 du 10 mai 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République du 1er avril 2010 portant nomination de M Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la circulaire des ministères de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.12 du 17 janvier 2011 modifié par l'arrêté préfectoral modificatif N° 11.BI.51 du 18 avril 2011, accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 4 de l'arrêté préfectoral N° 11.BI.12 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE, est modifié ainsi qu'il suit :

Ajouter : Mme Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires

Article 2 : L'arrêté préfectoral modificatif N° 11.BI.51 du 18 avril 2011, accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE, est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-024 en date du 28 avril 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de reprise des joints de l'ouvrage d'art au PR 7+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 27/04/2011 présenté par le District de Nancy ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 28/04/2011 ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 28/04/2011 ;
 CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
Points Repères PR. et sens	RN4 Meurthe et Moselle PR 7+000	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	Reprise joint d'ouvrage d'art	
PERIODE GLOBALE	Du 2 au 13 mai 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation. Vitesse limitée à 50 km/h dans le basculement et 90 km/h en section courante de chantier. Interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de LIGNY-EN-BARROIS	MISE EN PLACE PAR : - CEI de LIGNY-EN-BARROIS

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Phase 1		Sens plus AK5 PR5+500	Neutralisation de la voie de gauche	Pas de fermeture de bretelles
		Sens moins AK5 PR10+500	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR9+000	Basculement circulation du sens 2 sur le sens 1	
		ITPC PR6+800		
Phase 2		Sens plus AK5 PR5+500	Neutralisation de la voie de gauche	Pas de fermeture de bretelles
		Sens moins AK5 PR10+500	Neutralisation de la voie de gauche	
		ITPC PR9+000	Basculement circulation du sens 1 sur le sens 2 Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	
		ITPC PR6+800		

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Choley-ménillot ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Choley-Ménillot

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société Freyssinet,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 28 avril 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-025 en date du 6 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A31 du PR 245 au PR 247+500

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 20/04/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CG 54 (19/04/2011) et de la C.U.G.N. 15/04/2011 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 27-04-2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 20/04/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
Points Repères PR. et sens	PR 245,000 au PR 247,500 sens 1 PARIS-NANCY	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	09 mai au 13 mai 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de l'A31 au niveau de l'échangeur de VELAINE N° 18 Vitesse limitée à 70 km/h sur la section rabotée.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de NANCY - CEI de FLEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI de FLEVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	09 mai 2011 au 13 mai 2011 de nuit de 20h30 à 7h00	Panneau coupure A 31 au PR 242,600	Coupure A 31 sens 1 au niveau du PR 244,500 en amont de la bretelle Dijon-Velaine Circulation de jour sur partie rabotée vitesse 70KM/H	Itinéraire de déviation Les usagers sont invités à prendre la bretelle Dijon-Velaine, rond point RD 400, RD 400 direction Maxéville accès Metz au niveau du diffuseur de Gentilly par la RD 30 et avenue du Rhin et accès Strasbourg par l'avenue des quatre vents, rue du Barrois et rue de la Sapinière. La bretelle Velaine-Nancy demeure également fermée, les usagers sont invités à prendre le même itinéraire de déviation.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Nancy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Nancy.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG est-COLAS,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 6 mai 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-027 en date du 9 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 8+000 au PR 9+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 15/04/2011 présenté par le District de Nancy ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 19/04/2011 ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 15/04/2011 ;
 CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 33	
Points Repères PR. et sens	PR 8,000 au PR 9,000 sens PARIS-STRASBOURG	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	16 au 19 Mai 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens PARIS-STRASBOURG Neutralisation VG sens STRASBOURG-PARIS Basculement circulation sens PARIS-STRASBOURG sur le sens STRASBOURG-PARIS Vitesse limitée à 70km/h au droit du chantier et 50 km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de NANCY - CEI de FLEVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI de FLEVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	16 mai 2011 au 19 mai 2011 de 20h30 à 7h00	AK5 PR 5,600 sens 1 AK5PR 11,000 ITPC 6,850 ITPC 9,260	Neutralisation voie de droite sens PARIS/STRASBOURG Neutralisation voie de gauche sens STRASBOURG/PARIS Basculement circulation sens PARIS/ STRASBOURG sur le sens STRASBOURG/PARIS voie de gauche	Sans objet

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de HOUEMONT ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de HOUEMONT.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG est-COLAS,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 9 mai 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-028 en date du 10 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche d'enrobés sur A330 au PR 1+500 et A33 au PR 12+300

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 15/04/2011 présenté par le District de Nancy;

VU l'avis de la CUGN de Nancy (11/04/2011) et du CG 54 (11/04/2011) ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 19/04/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 15/04/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330 et A 33	
Points Repères PR.	A 330 SENS: PLUS PR 1,500 A 33 SENS: PLUS PR 12,300	
SECTION	Bretelles	
NATURE DES TRAVAUX	Couche de roulement	
PERIODE GLOBALE	19 au 20 mai 2011 de nuit de 20h30 à h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture Bretelle HEILLECOURT -EPINAL Diffuseur d'HEILLECOURT A330 sens 1 Fermeture Bretelles PARIS-FLÉVILLE ZI et FLÉVILLE ZI - STRASBOURG A33 sens 1 Vitesse limitée à 90 km/h. Interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de NANCY - CEI de FLÉVILLE	MISE EN PLACE PAR : - CEI de FLÉVILLE

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
		AK5 A330 PR 0,500 sens 1 neutralisation voie de droite	Renouvellement couche de roulement	Itinéraire de Déviation fermeture Bretelle Heillecourt -Epinal Diffuseur d'Heillecourt A330 sens 1 déviation par: les usagers seront invités à rester sur la rue de Vandoeuvre, puis à prendre la RD 570 route de Mirecourt jusqu'au diffuseur de Fléville, bretelle ZAC de Frocourt-Epinal où les usagers retrouveront la direction permanente de Paris et Epinal fermeture Bretelles Paris-Fléville ZI et Fléville ZI - Strasbourg A33 sens 1 échangeur N°3 de Fléville ZI a) Bretelle Paris-Fléville ZI déviation par : les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A33 direction Strasbourg, puis à prendre la bretelle Paris-Saint Nicolas de l'échangeur n°6 de Saint Nicolas , RD 71 , la bretelle Saint Nicolas-Paris et retour sur l' A33 jusqu'à l'échangeur de Fléville et la bretelle Strasbourg -Fléville ZI . b) Bretelle Fléville ZI - Strasbourg déviation par : les usagers seront invités à prendre la rue du Champ Moyen, rue Gustave Eiffel ,rue Augustin Fresnel, rue Lavoisier, bretelle Ludres-Nancy et section A330 direction Nancy où les usagers retrouveront la signalisation permanente direction Strasbourg par la bretelle Epinal -Strasbourg du croisement autoroutier A33 et A330
		AK 5 A33 PR 11,300 sens 1 neutralisation voie de droite		

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de HEILLECOURT, HOUEMONT ET FLEVILLE devant NANCY
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Messieurs les Maires des communes de HEILLECOURT, HOUEMONT et FLEVILLE-devant-NANCY.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le président de la CUGN de Nancy
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG Est et COLAS
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 mai 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Etablissements de santé

Arrêté ARS/DT 54 N° 23/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 937 387 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 88 800 304 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

686 147 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 147 367 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 24/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 123 656 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 25/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixée à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 7 693 649 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 26/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 590 868 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 27/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 543 503 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 28/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Briey est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 924 956 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 202 425 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 29/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 846 989 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 426 426€

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT54 N° 30/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 742 051 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 31/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de JOEUF pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association hospitalière de Joeuf est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 620 195 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 290 468 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 32/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière Saint-Charles est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 715 619 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 127 545 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 33/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 20 310 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 34/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot de Bainville-sur-Madon est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 928 839 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 322 876 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 35/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut régional de réadaptation est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 43 503 570 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 36/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 77 794 798 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 37/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORC pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier de Saint Nicolas de Port est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 489 547 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 38/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Moyen Séjour de FAULX pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 262 - N° FINESS Etablissement : 540 000 544

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre de moyen séjour de Faulx est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 220 373 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 39/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à NEUVES-MAISONS pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Association hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 977 463 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 40/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Service de Soins de Suite de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du service de soins de suite de Flavigny sur Moselle est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 667 403 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 41/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du COCEE de Flavigny sur Moselle est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 669 674 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 42/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire « Les rives du château » à BLÂMONT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre sanitaire « Les rives du château » à Blâmont est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 773 461 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 43/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 775 127 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 44/2011 du 5 mai 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 828 416 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Arrêté n° 176/2011 du 27 avril 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy - Département de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDERANT la demande du Conseil Général du département de la Moselle en date du 05 avril 2011 proposant le remplacement de Monsieur Patrick WEITEN par Monsieur François LAVERGNE en qualité de représentant du Conseil Général de la Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire, 29 avenue du maréchal de Lattre de Tassigny – 54035 Nancy cedex établissement public de santé de ressort régional est composé des membres ci-après :

* I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur André ROSSINOT, Maire de la commune de Nancy, ancien Ministre ;

- Madame Valérie LEVY-JURIN, représentante de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

- Monsieur Mathieu KLEIN, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur François LAVERGNE, représentant le conseil général de la Moselle ;

- Monsieur Christophe CHOSEROT, représentant du conseil régional de Lorraine ;

2° en qualité de représentant du personnel médical et non médical

- Madame Nathalie FUGER, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT et Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKY, représentants de la commission médicale d'établissement ;

- Monsieur Alex GORGE et Monsieur Jean-Marie CROVISIER, représentants désignés par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Jean-Pierre FINANCE et Monsieur Yves KESSLER, personnalités qualifiées désignées par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Madame Nathalie TRABUCCO (APF) et Monsieur Jean-Paul LACRESSE (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- Madame Danièle SOMMELET, personnalité qualifiée désignée par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- * II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :
 - Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de NANCY ;
 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
 - Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy (si cette structure existe) ;
- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle ;

représentant des familles de personnes accueillies en USLD ou EHPAD (poste à pourvoir)

Pour le CHU :

- Le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Docteur Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 177/2011 du 27 avril 2011 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre hospitalier Maillot de BRIEY - Département de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 1er avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;

CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 12 avril 2011 proposant le remplacement de Madame Béatrice GEORGEN COSNEFROY par Madame Marie-France DAVRANCHE en qualité de représentant de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du centre hospitalier Maillot, 31 avenue Albert de BRIEY – 54150 BRIEY (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

* I - Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° en qualité de représentant (des collectivités territoriales)

- Monsieur Guy VATTIER, maire de Brie ;

- Monsieur François DIETSCH, représentant la communauté des communes du Pays de Brie ;

- Monsieur André CORZANI, représentant du conseil général du département de la Meurthe-et-Moselle ;

2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Marie-France DAVRANCHE, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Madame le Docteur Josiane BERTEL, représentante de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Rosette BOUDIN, représentante désignée par les organisations syndicales ;

3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Pierre LACROIX, personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé ;

- Monsieur Bernard CREHANGE (Ligue contre le cancer) et Monsieur Michel CORRADI (UDAF), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

* II - Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de BRIEY ;

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de BRIEY (si cette structure existe) ;

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur Jean-Luc RIGOLET, représentant des familles de personnes accueillies en EHPAD.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine.

Article 4 : Le Directeur Général et de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Docteur Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 181/2011 en date du 9 mai 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen et de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.6143-5 à L.6143-6, R.6143-1, R.6143-15 et R.6143-21 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n°702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n°102 du 11 mars 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL ;

VU la correspondance de l'UGECAM Nord Est du 26 avril 2011, désignant les représentants du Conseil d'Administration de l'UGECAM ;
SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

- 1) Cinq représentants du Conseil de Surveillance du CHU de Nancy :
 - Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil de Surveillance du CHU, élu Président du Conseil d'Administration du SINCAL (fin du mandat en juin 2013) ;
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT (fin du mandat en juin 2013) ;
 - Monsieur Alex GORGE (fin du mandat en juin 2013) ;
 - Madame Valérie LEVY-JURIN (fin du mandat en juin 2013) ;
 - Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI (fin du mandat en juin 2013).
- 2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGECAM :
 - Monsieur Philippe PERRIN, Président de l'UGECAM Nord Est (fin du mandat en avril 2014) ;
 - Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2014) ;
 - Monsieur Jean-François HELM (fin du mandat en avril 2014) ;
 - Monsieur Jean-Paul MARTIN (fin du mandat en avril 2014) ;
 - Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2014).
- 3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat mai 2011).
- 4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGECAM :
 - Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).
- 5) Un représentant du personnel non médical pour le CHU de Nancy :
 - Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat en février 2014).
- 6) Un représentant du personnel non médical pour l'UGECAM :
 - Madame Catherine VONNET, représentant le Syndicat FO (fin du mandat en février 2014).
- 7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :
 - Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en 2014).
- 8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGECAM :
 - Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2014).
- 9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :
 - Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat 2011).
- 10) Le Pharmacien de l'UGECAM :
 - Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).
- 11) Deux représentants des usagers siégeant à titre consultatif :
 - Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011) ;
 - Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association « Médecins du Monde » (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS N° 102 du 11 mars 2011.

Article 3 : Le présent arrêté peut-être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54 000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Secrétaire Général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 mai 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé,
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION DE LA STRATEGIE**Arrêté n° 2011-172 du 15 avril 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 1er avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-94 en date du 7 mars 2011, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)

Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Bernard LEUYET (Directeur Général Adjoint Solidarités)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie LEVY JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguée Régionale UNAFAM)
Michèle STRYJSKI (Présidente Alzheimer)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle) (Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle) (Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse) (Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse) (Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle) (collège 2)	en attente de désignation
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges) (Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges) (Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Daniel REINE (Directeur CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Olivier AROMATARIO (Directeur Général IREPS)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	Christiane PALLEZ (Vice-Pte CCAS Metz / Présidente UDCCAS Moselle)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Directeur SDIS de la Meuse
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Jean BIWER (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)

Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Frédéric THIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 15 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 3 mai 2011 portant subdélégation de signature en matière d'actions d'inspection de la législation du travail du Responsable de l'unité territoriale de la Meurthe-et-Moselle chargé des politiques du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle

Le Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-11,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté en date du 28 avril 2011 désignant Monsieur Claude ROQUE, directeur du travail, assurant par intérim la responsabilité de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, dans l'attente de la nomination ministérielle du titulaire du poste,

VU l'arrêté en date du 28 avril 2011 du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine déléguant sa signature en matière d'actions d'inspection de la législation du travail à Monsieur Claude ROQUE, Responsable par intérim de l'unité territoriale susmentionnée, et son accord sur le principe et les modalités de cette subdélégation ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à :

- Monsieur Claude ROQUE

à l'effet de signer, au nom du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous, pour lesquelles le Responsable par intérim de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation du Directeur régional :

Dispositions légales	Décisions
Code du travail, Partie 1	
Article L 1143-3 Article D 1143-6	PLAN POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D1232-4 du code du travail	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D1441-41 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales

Article D1441-78 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote
Article L 1233-41 du code du travail Article D 1233-8	NOTIFICATION DES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Réduction des délais de notification des licenciements en cas d'accord collectif
Articles L 1233-56 et D 1233-12 et 13 du code du travail	LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Avis sur la régularité de la procédure de licenciement collectif pour motif économique
Articles L 1233-57 et D 1233-13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Propositions d'amélioration ou de modifications du plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L 1233-52 et D 1233-11 et 13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Constat de la carence d'un plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail	RUPTURE CONVENTIONNELLE Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail
Articles L. 1253-17 D. 1253-7 et 8 du code du travail	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
Code du travail, Partie 2	
Article D2231-4 du code du travail Article D2231-8 du code du travail	ACCORDS COLLECTIFS Dépôt des accords Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation
Article L. 2143-11 du code du travail	DÉLÉGUÉ SYNDICAL Décision de suppression du mandat de délégué syndical
Article L. 2312-5 du code du travail	DÉLÉGUÉS DE SITE Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges
Article L 2314-11 du code du travail Article R 2314-6 du code du travail	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories
Article L. 2322-7 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise
Article L. 2324-13 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise
Article L. 2327-7 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise
Article L. 2333-4 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
Article R2332-1 du code du travail	COMITÉ DE GROUPE Répartition des sièges au comité de groupe
Article R2323-39 du code du travail	CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE Surveillance de la dévolution des biens du CE
Code du travail, Partie 3	
Articles L 3121-35 et L 3121-36, Articles R 3121-23 et R 3121-28 du code du travail	DURÉE DU TRAVAIL Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire
Article D3141-35 du code du travail	CAISSES DE CONGÉS Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R3232-6 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL — LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Article D3345-5 du code du travail	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R3332-6 du code du travail	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D3323-7 du code du travail	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
Code du travail, Partie 4	
Article L 4154-1 du code du travail Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES — TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1

Article R 4524-7 du code du travail	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE – PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7 du code du travail	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article R4723-5 du code du travail	DEMANDE D'ANALYSE DE PRODUITS CHIMIQUES Décision sur Recours contre mise en demeure de l'Inspecteur du Travail
Article L 4741-11 du code du travail	ACCIDENT DU TRAVAIL – RELAXE – PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
Code du travail, Partie 5	
Article R5122-15 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL Visa des états de remboursement nominatifs
Article R5213-39 du code du travail	TRAVAILLEURS HANDICAPÉS Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap Attribution de l'aide relative au salaire
Article D5424-45 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D5424-8 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES – BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier
Article L5332-4 du code du travail	OFFRES D'EMPLOIS
Article R5332-1 du code du travail	Levée de l'anonymat
Article R5422-3 du code du travail	DEMANDEURS D'EMPLOIS – ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Code du travail, Partie 6	
Article L. 6225-5 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L 6225-6 du code du travail R 6225-11 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis
Article R 6224-7 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision de refus d'enregistrement d'un contrat d'apprentissage
Article R6222-58 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Attribution des primes aux employeurs
Article D 6325-2 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision relative à l'enregistrement d'un contrat de professionnalisation
Article R6325-20 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
Article D6352-39 du code du travail	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE Attribution de subventions
Code du travail, Partie 7	
Article R7123-8 du code du travail	AGENCES DE MANNEQUINS Avis au Préfet sur l'attribution de la licence
Article R7124-4 du code du travail	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R7413-2 du code du travail	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures
Code du travail, Partie 8	
Article R8253-3 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Notification à l'employeur – recueil des observations
Article R8253-11 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
Code rural	
R 713-26 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
R 713-28 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> (par une entreprise)
R 713-32 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL Dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire absolue</u>

Transports	
Art. 5 Décret n° 2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne
Code de l'environnement	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
Code de la défense	
Article R2352-101 du code de la défense	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
Code de l'éducation	
Article R338-6 du code de l'éducation Article R338-7 du code de l'éducation	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles
Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
Code de l'action sociale et des familles	
Article R241-24 du Code de l'action sociale et des familles	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du travail, responsable de l'unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, par intérim,

délégation est donnée à :

- Monsieur Christian ESTIENNE, directeur-adjoint,

- Monsieur Christian HALLINGER, directeur-adjoint,

à l'effet de signer, au nom du Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions mentionnées à l'article 1er de la présente subdélégation et de le représenter au sein des commissions mentionnées à l'article 1er de la présente subdélégation, pour lesquelles le Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, a reçu délégation du Directeur régional.

Article 3 : Le Responsable de l'unité territoriale chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandoeuvre, le 3 mai 2011

Le Responsable par intérim de l'unité territoriale chargé des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle,
Claude ROQUE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/220, du 26 avril 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de LEYR

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juillet 2000 portant institution de l'association foncière de LEYR ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de LEYR en date du 29 novembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de LEYR en date du 17 décembre 2010 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de LEYR ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 18 avril 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de LEYR, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 17 décembre 2010, sont approuvés.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LEYR, adressé au président de l'association foncière de LEYR, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 224, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3235

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/03/2011 par le GAEC DE LA PLAINE (Messieurs et Madame FRIRY Jean Luc, Nicolas et Elisabeth) à BARISEY AU PLAIN concernant 5,55 ha situés à BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant la compensation.
VU la demande concurrente de Monsieur BRABANT Philippe,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,
CONSIDÉRANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur BRABANT Philippe qui conformément à la réglementation n'est pas soumise à autorisation d'exploiter et de FRIRY Jean Luc, Nicolas et Madame FRIRY (GAEC DE LA PLAINE) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 UE/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE LA PLAINE, composé de Messieurs et Madame FRIRY Jean Luc, Nicolas et Elisabeth, est autorisé à exploiter 5,55 ha (BARISEY AU PLAIN parcelle ZE 056) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA PLAINE (Messieurs et Madame FRIRY Jean Luc, Nicolas et Elisabeth).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs et Madame FRIRY Jean Luc, Nicolas et Elisabeth, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 225, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3247

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/04/2011 par l'EARL du LIERRE (Monsieur MOUCHETTE Gérard) à BAGNEUX concernant 4,63 ha situés à BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Monsieur BRABANT Philippe,
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,
CONSIDÉRANT que les demandes d'agrandissement de Monsieur BRABANT Philippe qui conformément à la réglementation n'est pas soumise à autorisation d'exploiter et compte tenu des tailles économiques très différentes, 115,11 UE/UMO pour Monsieur MOUCHETTE Gérard (EARL DU LIERRE) et 62,46 UE/UMO pour Monsieur BRABANT Philippe,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL du LIERRE, composé de Monsieur MOUCHETTE Gérard, n'est pas autorisé à exploiter 4,63 ha (BARISEY AU PLAIN parcelles ZB 046, 047) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du LIERRE (Monsieur MOUCHETTE Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MOUCHETTE Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 226, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DIARVILLE - FORCELLES-SOUS-GUGNEY - GUGNEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3242

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/04/2011 par Monsieur BERNE Patrice à GUGNEY concernant 148 ha situés à DIARVILLE - FORCELLES SOUS GUGNEY et GUGNEY ; la motivation et le résultat étant que Monsieur BERNE Patrice quitte le GAEC de BEAULONG où il était associé exploitant et s'installe à titre individuel,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Monsieur BERNE Patrice est autorisé à exploiter 148 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Patrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BERNE Patrice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DIARVILLE - FORCELLES SOUS GUGNEY et GUGNEY pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 227, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMIMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3244

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/04/2011 par la SCEA LA FERME DHG (Messieurs BERTRAND Pierre et Hervé) à LANEUEVILLE DEVANT BAYON concernant 8,08 ha situés à SAINT REMIMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : La SCEA LA FERME DHG, composée de Messieurs BERTRAND Pierre et Hervé, est autorisée à exploiter 8,08 ha (SAINT REMIMONT parcelles - ZA 026, 056 - ZC 029, 043 - ZE 014.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA LA FERME DHG (Messieurs BERTRAND Pierre et Hervé).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs BERTRAND Pierre et Hervé, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMIMONT pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 228, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à THEZEY-SAINT-MARTIN - ABAUCOURT - LETRICOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3239

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/03/2011 par l'EARL DES BONS ENFANTS (Monsieur et Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle) à LETRICOURT concernant 212,35 ha situés à THEZEY SAINT MARTIN - ABAUCOURT et LETRICOURT ; la motivation et le résultat étant l'entrée de Monsieur DUCHAUX Anthony en tant qu'associé, apporteur de capitaux,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES BONS ENFANTS, composé de Monsieur et Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle, est autorisé à exploiter conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES BONS ENFANTS (Monsieur et Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame DUCHAUX Daniel et Isabelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THEZEY SAINT MARTIN - ABAUCOURT et LETRICOURT pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 229, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à MERCY-LE-BAS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3228

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/02/2011 par le GAEC CHAMP MARTIN (Messieurs CHARPENTIER Bruno - JENNESSON Thierry et Rémy) à MERCY LE BAS concernant 11,05 ha situés à MERCY LE BAS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Monsieur MUTELET Jean Luc, non soumise à autorisation d'exploiter,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,

CONSIDÉRANT que la demande d'agrandissement de Monsieur MUTELET Jean Luc qui conformément à la réglementation n'est pas soumise à autorisation d'exploiter et compte tenu des tailles économiques très différentes (48,85 UE/UMO pour Monsieur MUTELET et 144,99 UE/UMO pour le GAEC CHAMP MARTIN),

CONSIDÉRANT que, en application de l'article L 331-1 du code rural et de l'article 2 du schéma directeur départemental des structures agricoles, le contrôle des structures a notamment pour objectif de conforter la viabilité économique des exploitations agricoles,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC CHAMP MARTIN, composé de Messieurs CHARPENTIER Bruno - JENNESSON Thierry et Rémy, n'est pas autorisé à exploiter 11,05 ha (MERCY LE BAS parcelles ZE 33a-c - ZD 12) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC CHAMP MARTIN (Messieurs CHARPENTIER Bruno - JENNESSON Thierry et Rémy).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CHARPENTIER Bruno - JENNESSON Thierry et Rémy, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Extrait de la décision 2011/DDT54/AFC/n° 230, du 27 avril 2011, concernant l'exploitation d'un bien agricole à SPONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3236

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2011 par l'EARL DU VIEUX POIRIER (Monsieur WAHU Denis) à SPONVILLE; la motivation et le résultat étant l'intégration de Madame WAHU Chantal en tant qu'associée pour la mise en place d'un atelier de transformation laitière sans augmentation de surface,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 21/04/2011 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DU VIEUX POIRIER, composé de Monsieur WAHU Denis, est autorisé à exploiter, conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU VIEUX POIRIER (Monsieur WAHU Denis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur WAHU Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SPONVILLE pour affichage.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX*

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 231, du 27 avril 2011, portant à 6 MOIS les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter d'un bien agricole à VANDELEVILLE - DOMMARIE-EULMONT – Demande d'autorisation d'exploiter n° 3246

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-16, R312-1, R313-1 à R313-12 et R330-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L.331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 17 février 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/04/2011 par Mademoiselle DEPRUGNEY Audrey à DOMMARIE-EULMONT concernant 38,43 ha situés à VANDELEVILLE et DOMMARIE EULMONT ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat sur 71,61 ha, dont 33, 18 ha de biens de famille,
CONSIDERANT que les conditions personnelles pour bénéficier des aides à l'installation ne sont pour le moment pas respectées (âge et diplôme) ;
SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,

D E C I D E

Article 1er : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Mademoiselle DEPRUGNEY Audrey portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par l'INDIVISION DEPRUGNEY Bertrand à VANDELEVILLE et DOMMARIE EULMONT.

Article 2 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 27 avril 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/234, du 3 mai 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de FAULX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 janvier 2000 portant institution de l'association foncière de FAULX ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de FAULX en date du 27 janvier 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de FAULX en date du 22 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de FAULX ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 27 avril 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de FAULX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 22 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de FAULX, adressé au président de l'association foncière de FAULX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/n° 261/AFC, du 10 mai 2011, relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale 2 - Campagne 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune ;
VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), notamment son article 39 ;
VU le règlement (CE) n° 65/2011 de la commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;
VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;
VU le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;
VU le code rural ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L.414-1 à L.414-3, les articles L.213-10 et suivants et l'article L.212-1, L.212-2 et L.212-2-1 ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
VU le Programme de Développement Rural Hexagonal ;

VU le décret n° 2007-1342 du 12 septembre 2007 relatif aux engagements agroenvironnementaux et modifiant le code rural ;
VU l'arrêté du 12 septembre 2007 modifié relatif aux engagements agroenvironnementaux ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : PRESENTATION DU DISPOSITIF

En application de l'article 36 a) IV) du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007-1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le Programme de Développement Rural Hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale » (PHAE2).

Article 2 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- * personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et n'ayant pas fait valoir leurs droits à la retraite dans un régime d'assurance vieillesse obligatoire de base au 1er janvier de l'année de la demande ;
 - * les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
 - * les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural ;
 - * les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».
- Etre à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.
- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.
- Appartenir à la catégorie suivante :
- * Les jeunes agriculteurs installés ayant bénéficié d'une aide à l'installation prévue à l'article D.343-3 du code rural et de la pêche maritime, que le plan de développement économique de leur exploitation intègre ou non la PHAE.

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 % ;
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

Article 3 : ENGAGEMENTS GENERAUX

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 16 mai 2011 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier de demande d'aide PAC et à fournir les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles ;

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

A compter de 2014, interviendra un nouveau règlement de développement rural, il appartiendra au souscripteur de se conformer aux nouvelles règles susceptibles d'entrer en application pour continuer à percevoir les annuités restantes à compter de 2014. A défaut, il aura la possibilité de renoncer aux engagements souscrits sans remboursement ni pénalité.

Article 4 : RENUMERATION DE L'ENGAGEMENT

En contrepartie de son engagement en PHAE2, le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel au titre de la PHAE2, de la PHAE et des actions de type 1903, 2001, 2002 souscrites dans le cadre d'un CAD non échu en 2010 ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2011 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

Article 5 : PRECISION SUR LE CAHIER DES CHARGES

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium* arvense), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus* arvensis).

Ces surfaces peuvent être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

Article 6 : EXECUTION ET DIFFUSION DE L'ARRETE

Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information à Monsieur le délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 10 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

L'annexe : Notice départementale PHAE2 campagne 2011 peut être consultée à la direction départementale des territoires – service agriculture - forêt - chasse.

Arrêté 2011/263/Forêt-Chasse en date du 6 mai 2011 relatif à la destruction de sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-6, L 427-1 à L 427-3 et R 427-1 à R 427-3 du code de l'environnement ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le niveau des dégâts de sangliers dans le département ;
 VU les plaintes d'agriculteurs du département ;
 CONSIDÉRANT les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;
 VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;
 VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Exceptionnellement, les lieutenants de louveterie du département sont chargés de détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département, du 8 mai au 22 mai 2011.

Article 2 : La destruction pourra se réaliser par arme à feu autorisée, en tir de nuit, à l'aide de sources lumineuses.

Article 3 : Pendant cette période, les lieutenants de louveterie interviendront sur demande expresse des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 : Avant chaque sortie le lieutenant de louveterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 : Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale des territoires avant le 31 mai 2011 par chaque louvetier.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul ainsi que tous les lieutenants de louveteries sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée aux colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, le président de la chambre départementale d'agriculture, résident de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, président des jeunes agriculteurs 54, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 mai 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental,
 M. MARTY

Annexe 1 à l'arrêté du 6 mai 2011

Groupement des lieutenants de louveterie de Meurthe-et-Moselle

Président : Gilles GROSDIDIER
 Secrétaire : Philippe KIERREN : 06 08 73 09 81

Noms des louvetiers	Unités & Massifs	Portable
LAURENT Claude	1 – 2 (1-2 et 3)	06 07 53 66 52
BOUVET Marc	3 – 4 (4A et 4B)	06 22 30 29 11
CHOLLOT Pascal	5 (5 et 7)	06 72 22 98 40
BRIER Jean-Marc	6 (6)	06 12 65 02 53
LORRAIN Noël	6 (8A et 9A)	06 85 91 16 59
BOURGAU Pierre	6 (8B et 9B)	06 20 33 44 27
KOENIG Bernard	7 (10 – 11A et 11B)	06 83 28 42 37
GENAY Francis	8 (12 et 23)	06 11 11 03 29
DEGUY Bernard	9 (13 et 14)	06 82 22 56 33
MALJEAN Jean-Eric	10 – 11 (15-16-17 et 19)	06 77 38 22 63
GROSDIDIER Gilles	12 (18-20 et 21)	06 11 40 04 00
CANTENEUR Bruno	13 (22-29-31A-31B-32A et 32B)	06 24 29 11 31
SIMOUTRE Jean Pierre	14 (24 et 25)	06 08 42 52 58
DIMEY Alain	15 (partie) (26 et 28)	06 85 41 03 92
SEYER Jean-Louis	15 (partie) (27)	06 82 06 79 32
RECEVEUR Régis	16 (30)	06 50 28 61 40

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**Arrêté du 18 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) mouvements de terrain sur le territoire de LIVERDUN**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
 VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2003 prescrivant un PPR mouvements de terrain sur la commune de LIVERDUN ;

VU l'avis du conseil municipal en date du 6 octobre 2010 ;
VU les avis de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière réputés favorables ;
VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 22 février 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) mouvements de terrain sur le territoire de la commune de LIVERDUN tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :
- L'Est Républicain.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de LIVERDUN pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de LIVERDUN, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat concernés, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 18 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Arrêté du 22 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de CHARENCY-VEZIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de CHARENCY-VEZIN;
VU l'avis du conseil municipal en date du 16 février 2010 ;
VU l'avis de la chambre d'agriculture du 12 février 2010 et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 26 février 2011 ;
Vu le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Charency-Vezin tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Charency-Vezin pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Charency-Vezin, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.
- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 22 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 22 avril 2011 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de LONGUYON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de LONGUYON;
VU l'avis du conseil municipal en date du 14 juin 2010 ;
VU les avis réputés favorable de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de madame le commissaire - enquêteur en date du 25 février 2011 ;
Vu le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Longuyon tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Longuyon pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Longuyon, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 22 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-2011-00036 du 19 avril 2011 portant opposition à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement concernant les travaux dans le ruisseau du Pré-paumier sur la commune de LANEUVELOTTE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 214-3 II- 2° alinéa ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse, approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 22/02/2011, présenté par Monsieur MAZOUNI Rachid, enregistré sous le n° 54-2011-00036 et relatif aux travaux de busage du ruisseau du Pré-Paumier sur la commune de LANEUVELOTTE.

VU les désordres observés lors des crues de l'hiver 2010-2011, suite aux busages réalisés sans autorisation sur le ruisseau du Pré-Paumier ;

CONSIDERANT :

QUE les travaux de busage du ruisseau du Pré-Paumier sont contraires à l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau pour 2015, imposé par la DCE ;

QUE le dossier présenté est incompatible avec le SDAGE Rhin-Meuse qui a notamment pour objectif :

- T3-O4.1 – D1 « Limiter au maximum les opérations conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes. » et T3-O4.1-D1 : les couvertures et busages de lits sont notamment considérés comme conduisant à une banalisation, une artificialisation ou une destruction des écosystèmes.

- T3-O2.2 – D1 (extrait)

.....les actions prioritaires pour améliorer les fonctions des écosystèmes sont :

* Reconstituer une diversité, ou dénaturer les secteurs banalisés et impactés par des actions hydrauliques anciennes. Il s'agira alors de rediversifier les berges, le lit, les écoulements, etc. afin de reconstituer un fonctionnement le plus proche possible d'une situation initiale et compatible avec le bon état.

On recherchera, sur des secteurs présentant des dégradations importantes du milieu physique, une forte plus-value biologique sans se contenter de gérer les problèmes limites, d'écoulement par exemple, qui pourraient toucher ces espaces.

Dans beaucoup de ces zones, sur des portions de lit élargi, plus ou moins rectilignes et dont les berges souvent partiellement dévégétalisées induisent une forte eutrophisation, il sera indispensable d'agir sur ces facteurs de dégradation avant de pouvoir réellement et durablement améliorer la qualité de l'eau ;

* Procéder, à l'issue de ces travaux à un entretien régulier et léger des milieux. Cet entretien sera mis en œuvre afin de garantir le maintien de l'équilibre mis en place et d'éviter une nouvelle dégradation de ces espaces.

- T3-O3-D1 « Afin de restaurer ou de sauvegarder l'ensemble des fonctions naturelles des cours d'eau, les principes généraux suivants sont respectés :

* Privilégier la reprise de l'entretien sur les cours d'eau non entretenus depuis de nombreuses années, et y assurer ensuite un entretien régulier ;

* Assurer la renaturation des cours d'eau dégradés en privilégiant la restitution d'un minimum de continuité écologique latérale et longitudinale des rivières et la recréation d'une diversité optimale du fond, du lit et des berges ;

* Mettre en place les techniques qui constituent le meilleur compromis entre la gestion d'un éventuel problème hydraulique et la préservation des fonctions écologiques des écosystèmes. »

QUE les travaux de busage conduisent à des désordres hydrauliques et augmentent les problématiques d'inondations sur ce secteur ;

QUE le dossier ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer voire effacer l'impact du projet et du plan d'eau déjà existant ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Article 1er : Opposition à déclaration

En application de l'article L.214-3, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur MAZOUNI Rachid concernant les travaux de busage du ruisseau du Pré-Paumier sur la commune de LANEUVELOTTE.

Article 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R.214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Article 3 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté il peut être fait application des sanctions pénales définies à l'article L.216-10 du code de l'environnement, est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amendes le fait de réaliser des travaux en violation d'une opposition à une opération soumise à déclaration.

Indépendamment de ces sanctions pénales, il peut être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.216-1 du code de l'environnement concernant :

- la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser,

- la réalisation d'office aux frais du pétitionnaire des mesures prescrites, c'est à dire la réalisation de la vidange et les mesures d'accompagnement ci-dessus prescrites, soit le dépôt d'un dossier, soit les travaux de remise en état des lieux.

Article 4 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié à M. et Mme MAZOUNI par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers :

- il sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département de Meurthe-et-Moselle ;

- il sera notifié à la commune de LANEUVELOTTE et une copie en sera déposée en mairie pour y être consultée, un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

- il sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant six mois au moins.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Le maire de la commune de LANEUELOTTE, Le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, Le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**SOLIDARITE - INSERTION****Arrêté n° DDCS/SI/2011-61 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association Union Et Solidarité (UES)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association UNION ET SOLIDARITE dont le siège est situé à NANCY (54000) 12 rue de Serre, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, l'activité suivante :

- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,

CONSIDERANT la capacité de l'association UNION ET SOLIDARITE à exercer l'activité objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département,

SUR PROPOSITION du Directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association UNION ET SOLIDARITE pour exercer l'activité suivante :

- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,

Article 2 : L'association UNION ET SOLIDARITE est agréée pour l'exercice de l'activité mentionnée à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association UNION ET SOLIDARITE est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu de l'activité visée par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association UNION ET SOLIDARITE et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association UNION ET SOLIDARITE.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-64 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association LE GRAND SAUVOY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association LE GRAND SAUVOY dont le siège est situé à MAXEVILLE (54320), 17 route de Metz, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,

- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,

- recherche de logement en vue de leur location à des personnes défavorisées,

- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

CONSIDERANT la capacité de l'association LE GRAND SAUVOY à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS), de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOSS) et du Syndicat d'employeurs associatifs de l'action sociale et santé (SYNEAS) auxquels elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association LE GRAND SAUVOY pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
- * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
- * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logement en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'association LE GRAND SAUVOY est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association LE GRAND SAUVOY est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu de l'activité visée par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association LE GRAND SAUVOY et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association LE GRAND SAUVOY.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-66 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand (AGAFAB)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'AGAFAB dont le siège est situé à NEUVES-MAISONS (54230), 3 rue Aristide Briand, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accueil, conseil, assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation de celui-ci au handicap et au vieillissement,
- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré,

CONSIDERANT la capacité de l'AGAFAB à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS) et de l'Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO) auxquelles elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'AGAFAB pour exercer les activités suivantes :

- accueil, conseil, assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation de celui-ci au handicap et au vieillissement,
 - accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.
- Cet accompagnement consiste en :
- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
 - * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
 - * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
 - assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
 - recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
 - participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'AGAFAB est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'AGAFAB est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'AGAFAB et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'AGAFAB.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/ SI/2011-68 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (ARS) dont le siège est situé à NANCY (54000) 12 boulevard Jean Jaurès, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

CONSIDERANT la capacité de l'association ARS à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS) et du Syndicat d'employeurs associatifs de l'action sociale et santé (SYNEAS) auxquels elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

* l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,

* l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,

* l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,

- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'association ARS est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association ARS est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association ARS et portant le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association ARS.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-70 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'association LE PELICAN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association LE PELICAN dont le siège est situé à NANCY (54000) 79 rue des 4 Eglises, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,

- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré,
CONSIDERANT la capacité de l'association LE PELICAN à exercer les activités objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'Union nationale des associations gestionnaires de foyers de travailleurs migrants et résidences sociales – UNAFO à laquelle elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association LE PELICAN pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
- * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
- * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'association LE PELICAN est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association LE PELICAN est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association LE PELICAN et portant le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association LE PELICAN.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-72 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association pour un Lien Social et des espaces Solidaires (ALISÉS)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association ALISÉS dont le siège est situé à BRIEY, 10 avenue Albert 1er, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accueil, conseil, assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes propriétaires ou locataires en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation au handicap et au vieillissement,
- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré,

CONSIDERANT l'insuffisance des moyens et des compétences de l'association ALISÉS pour exercer une activité de conseil et d'assistance administrative, financière, juridique et technique auprès de personnes propriétaires ou locataires en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation au handicap et au vieillissement,

CONSIDERANT la capacité de l'association ALISÉS à exercer toutes les autres activités décrites aux alinéas b), c), d) et e) du paragraphe 2° visant les activités d'ingénierie sociale, financière et technique du décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS) à laquelle elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'association ALISÉS pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
- * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
- * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'association ALISÉS est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'association ALISéS est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'association ALISéS et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association ALISéS.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-75 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association pour le Développement de l'HABitat des Jeunes (ADHAJ)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association ADHAJ dont le siège est situé à NANCY (54000) 20 rue Emile Gallé, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, les activités suivantes :

- accueil, le conseil, l'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation de celui-ci au handicap et au vieillissement,
- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré,

CONSIDERANT la capacité de l'ADHAJ à exercer les activités d'accompagnement social pour faciliter l'accès et le maintien dans le logement, d'assistance aux personnes formant un recours aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable et de participation aux réunions des commissions des organismes d'habitations à loyer modérés, objets du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) et Union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ) auxquelles elle adhère,

CONSIDERANT par ailleurs que l'activité de conseil et d'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes locataires ou propriétaires en vue de l'amélioration ou de l'adaptation de leur logement au vieillissement ou au handicap n'entre pas dans le champ de compétence de l'association ADHAJ,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'ADHAJ pour exercer les activités suivantes :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

- * l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,
- * l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,
- * l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,
- assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable,
- participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré.

Article 2 : L'ADHAJ est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'ADHAJ est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'ADHAJ et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'ADHAJ.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-77 du 15 mars 2011 portant agrément au titre de l'ingénierie sociale, financière et technique de l'Association du Foyer de la Jeune Fille

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'agrément déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE dont le siège est situé à NANCY (54000) 103 rue Saint Georges, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique, l'activité suivante :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

CONSIDERANT la capacité de l'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE à exercer l'activité objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences, des moyens dont elle dispose dans le département, ainsi que du soutien de l'Association des résidences et foyers de jeunes (ARFJ) à laquelle elle adhère,

ARRETE

Article 1er : L'agrément au titre de l'Ingénierie sociale, financière et technique est accordé à compter du 1er janvier 2011 à l'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE pour exercer l'activité suivante :

- accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

Cet accompagnement consiste en :

* l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées,

* l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et le cas échéant, l'assistance à la réalisation de travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent,

* l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement,

Article 2 : L'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE est agréée pour l'exercice de l'activité mentionnée à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 : L'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu de l'activité visée par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5 : Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le présent agrément abroge et remplace tous les agréments ayant été délivrés antérieurement à l'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE et portant sur le même objet.

Article 8 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'ASSOCIATION DU FOYER DE LA JEUNE FILLE.

Nancy, le 15 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDCS/SI/2011-87 du 4 mai 2011 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 14 janvier 2011 présenté par Mme BONS épouse COULOMBET Colette domiciliée 470, avenue André Malraux BP 80019 54601 VILLERS LES NANCY, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis défavorable émis le 15 mars 2011 par le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que les antécédents judiciaires de l'intéressée qui a été condamnée par le Tribunal de Grande Instance de NANCY le 29 janvier 2010 pour fraude fiscale à 4 mois d'emprisonnement avec sursis, 5 000€ d'amende, affichage et publication de la décision avec dispense d'inscription au bulletin numéro 2 du casier judiciaire ont conduit le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Nancy à émettre un avis défavorable.

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : la demande d'agrément présentée par Madame BONS épouse COULOMBET Colette domiciliée 470, avenue André Malraux BP 80019 - 54601 VILLERS LES NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville est rejetée.

Article 2 : Dans le délai de deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 4 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SIP de NANCY SUD EST - Procuration sous seing privé du 1er septembre 2010 à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Mme Véronique BERNIER
COMPTABLE RESPONSABLE DU SIP DE NANCY SUD EST

déclare :

- constituer pour son mandataire spécial et général Mme Carine POQUET, Inspecteur.
- lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.
- en conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Carine POQUET tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.
- prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
L'Inspecteur,
Carine POQUET

Signature du mandant
Le Comptable, Responsable,
Véronique BERNIER

Nancy, le 1er septembre 2010

Arrêté du 19 avril 2011 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 1 et 3 du décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU le décret n°71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

SUR proposition de la directrice départementale des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 3 juin 2011.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 19 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Arrêté du 4 mai 2011 portant interdiction temporaire de circulation sur le territoire communal de NEUFMAISONS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Forestier, et notamment l'article R 331-3 ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

CONSIDERANT l'organisation par la Communauté de Communes de la vallée de la Plaine du festival de la Voie Verte les 14 et 15 mai 2011 ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'agence départementale de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La route forestière de la Forge Evrard, appartenant au domaine privé de l'Etat et située en forêt domaniale des Reclos sur le territoire communal de NEUFMAISONS, est interdite à la circulation de tous véhicules motorisés, à l'exclusion de ceux de l'Office National des Forêts ainsi que des services de police et de secours, entre le Pont de la Trouche et la Fontaine Jacquot du samedi 14 mai 2011 à 14h00 au dimanche 15 mai 2011 à 18h00.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

AVIS ET COMMUNICATIONS**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Modification relative à la parution au Recueil des Actes Administratifs n° 12 du 28 avril 2011 des conventions d'utilisation conclues le 24 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives

Les conventions d'utilisation conclues le 24 février 2011 entre l'administration chargée du domaine et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives sont enregistrées sous les numéros 54-2011-079 à 54-2011-118 au lieu de 54-2011-079 à 54-2011-149.

L'intégralité de ces conventions peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Ci-joint la liste des lieux de mémoire et nécropoles concernés.

ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES (Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)

DEPARTEMENT		Meurthe-et-Moselle (54)
OCCUPANT		Cimetière militaires (Ministère de la défense - DMPA)
CONVENTION N°		054-2011-0079

Date prise d'effet de la convention : **01/01/2011**

Durée : **99** ans

Date de fin de la convention : **31/12/2019**

Superficie globale	567 219	m²
SHON GLOBALE	na	m²
SUB GLOBALE	na	m²

TABEAU RECAPITULATIF

N° CHORUS de l'Unité Economique	N° CHORUS COMPOSANT TERRAIN OU BATIMENT	N° CHORUS SURFACE LOUEE	Adresse	Description	Commune (code postal)	Références Cadastrales	Superficie (en m²)	SHON (en m²)	SUB (en m²)	SUN (en m²)	Date de sortie du bâtiment
1	154616	234538	3	NN BADONVILLER	Lieu-dit CHP DU HAUT JARDINET - Badonviller	54540	AC-0100	7900	na	na	na
2	156108	236801	3	NN OSSUAIRE BASIEUX	Lieu-dit GD CHP - Basieux	54620	C-0007	200	na	na	na
3	155088	228425	3	NN BAYON	Lieu-dit LE SAUVIEUX - Bayon	54290	AC-0140	2075	na	na	na
4	152096	229970	3	CIM MIL ALL BOULLONVILLE	Lieu-dit POIRIER MOUTOT - Bouillonville	54470	A-0217,204	11229	na	na	na
5	155947	228427	3	CIM MIL ALL BOUVIRON	Lieu-dit BOIS DE CHAZAUX - Bouviron	54200	B-0495,493,457	74944	na	na	na
6	153602	229961	3	CIM MIL ALL BRIEY	Lieu-dit DERRIERE LE CLOCHER - Briey	54150	AB-0075	5416	na	na	na
7	151670	236794	7	NN CIM MIL FR ALL BRIT CHOLOY ECRIOUVES	Lieu-dit SUR LE FOUR - ECRIOUVES	54200	AL-0250	845	na	na	na
8	151670	233339	5	NN CIM MIL FR ALL BRIT CHOLOY ECRIOUVES	Lieu-dit AU FORT - Chobly menilot	54200	ZC-0027	527	na	na	na
9	151670	228146	6	NN CIM MIL FR ALL BRIT CHOLOY ECRIOUVES	Lieu-dit SUR LES BOUDIERES - Chobly menilot	54200	ZC-0025	23288	na	na	na
10	155962	234743	3	NN COURBESSEAUX	Lieu-dit PAQUIS DES CHENES - Courbesseaux	54110	ZC-15	7077	na	na	na
11	152086	228413	3	NN STELE DONCOURT LES LONGUYON	Lieu-dit BOIS DE TAPPE - Doncourt-les-longuyon	54620	ZB-0014	56	na	na	na
12	156016	234741	3	NN FILLIERES	Lieu-dit ABOUTISSANT SUR CHERM - Fillieres	54560	ZB-0025	4060	na	na	na
13	152203	233334	3	NN FLIREY	Lieu-dit SUR LA ROUTE DE TOUL - Flirey	54470	B-0342	27720	na	na	na
14	151669	237385	3	NN ET CIM MIL ALL GERBEVILLER	Lieu-dit GRAND RUPT, Sur le chem des vaches - Gerbeviller	54830	B-0029,AB 55, 56	13398	na	na	na
15	154149	232691	3	NN GORCY	Lieu-dit LES AISANCES DU PLAT - Gorcey	54730	AB-0002	1270	na	na	na
16	153999	236430	3	CIM MIL ALL ET FR LABRY	Lieu-dit DERRIERE LE CIM - Labry	54800	AE-0019	5745	na	na	na
17	156115	237374	3	NN LEINTREY	Lieu-dit LES ENTONNOIRES - Leintrey	54450	V-0449	28835	na	na	na
18	156018	234507	3	NN LEXY	Rue DES ECOLES - Lexy	54720	AB-0356	2234	na	na	na
19	155964	233332	3	NN LIRONVILLE	Lieu-dit SUR LE CHEMIN DE BER - Lironville	54470	ZP-0017	1985	na	na	na
20	153655	232459	3	CIM MIL ALL FR LONGUYON	Lieu-dit BELLE VUE - Longuyon	54260	AI-0098	5545	na	na	na
21	156113	228414	3	MON MIL ALL CH ACCES FOS LONGUYON	Lieu-dit LES GD MONTS - Longuyon	54260	ZL-0019, ZK 13	840	na	na	na
22	153606	228645	3	NN MONTAUVILLE	Lieu-dit EN CULMIERE LE PETAN - Montauville	54700	275,274,272,270,259,253,226	62049	na	na	na
23	153604	234541	4	NN NOVANT AUX PRES	Lieu-dit LA VIGNE AU BOIS - Novant aux pres	54385	ZC-0011	200	na	na	na
24	153604	237243	5	NN NOVANT AUX PRES	Lieu-dit LA VIGNE AU BOIS, LE BOIS LE HUTTE - Novant	54385	ZC-0010,A 107	15842	na	na	na
25	155083	233344	3	CIM MIL ALL PERNES	Lieu-dit LE VLG - Pernes	54490	AE-0474, 179	5673	na	na	na
26	154150	229420	3	CIM MIL ALL PIERREPONT	Lieu-dit COIN DU SORBATIN - Pierrepont	54620	Z-0042	4620	na	na	na
27	155966	234843	3	NN PIERREPONT	Lieu-dit LE TREMBLE - Pierrepont	54620	Y-0195	7332	na	na	na
28	156014	231730	3	NN ET CIM MIL ALL REILLON	Lieu-dit DESSUS LA VILLE - Reillon	54450	ZC-0029,ZB 9	16095	na	na	na
29	153609	222480	3	NN ROZELEURES	Lieu-dit PORIER CHAURON - Rozeleures	54290	ZE-0024	2885	na	na	na
30	152094	228653	3	MON MIL ALL BOURGIGNON ST AIL	Lieu-dit BOURGIGNON - Saint-ail	54580	C-0387	9	na	na	na
31	152095	235080	6	CIM ET MON MIL ALL RAYU LOUP ST AIL	Lieu-dit RAYU DE LOUP - Saint-ail	54580	C-0258	904	na	na	na
32	152086	236785	5	CIM ET MON MIL ALL RAYU LOUP ST AIL	Lieu-dit RAYU DE LOUP - Saint-ail	54580	C-0257	50	na	na	na
33	155859	237388	3	MON MIL ALL RAYU BARRE LES T ST AIL	Lieu-dit RAYU LE BARRE LES TE - Saint-ail	54580	C-0625	36	na	na	na
34	152100	229450	3	CIM MIL ALL THAUCOURT REGNEVILLE	Lieu-dit PIECE BRULEE - Thaucourt-regnevi	54470	C-0687	37990	na	na	na
35	153608	234518	3	CIM MIL AMERICAIN THAUCOURT REGN	Lieu-dit HAUT SALLON - Thaucourt-regnevi	54470	ZD-12, A 18, A 17	164880	na	na	na
36	155949	233337	3	NN OSSUAIRE DE THIL	Lieu-dit GRONDE, Au Trou Bouteil, Au Châtelier - Thil	54880	C-0334,332,330,146	2035	na	na	na
37	151665	236551	3	CIM MIL SOVETIQUE VALLEROY	Lieu-dit VROUILLE - Valleroy	54910	ZC-0050	620	na	na	na
38	153807	234847	3	NN ET CIM MIL ALL VILLETTE	Lieu-dit AU DSU DE VIGNEBOIS - Villette	54260	Z-0045	325	na	na	na
39	153810	237419	3	NN FRESCAT VITRIMONT	Lieu-dit LE MOULTON NOIR - Vitrimont	54300	B-0322	10555	na	na	na
40	136476	354603	103	CIMETIERE MILITAIRE FRANCAIS DE CHAMPENOUX	LE DOUAIRE - Champenoux	54280	D-242	10130	na	na	na

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 30746 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BELLEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 30746 en date du 10 avril 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune station d'épuration Marbach-Belleville? RD 40B proximité sortie n° 25 de l'A.31 sur la commune de BELLEVILLE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42304 du 11 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Par arrêté préfectoral n° 42304 en date du 11 mai 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création de la ZAC Les Longues Rayes, sur la commune de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44804 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY

Par arrêté préfectoral n° 44804 en date du 10 avril 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation chauffage collectif 73 logts tarif jaune chauffage + tarif jaune commerce place de Padoue, sur la commune de NANCY.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47079 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MESSEIN

Par arrêté préfectoral n° 47079 en date du 10 avril 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation parc d'industries Moselle rive gauche C.C. Moselle et Madon, lieu-dit "Le Crassier", sur la commune de MESSEIN.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49692 du 10 avril 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de REILLON

Par arrêté préfectoral n° 49692 en date du 10 avril 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue PAR-Cirey C0015 - Harbouey-Reillon, sur la commune de REILLON.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 49739 du 10 avril 2011 autorisant EFFIM à exécuter des travaux sur la commune de CONFLANS-EN-JARNISY

Par arrêté préfectoral n° 49739 en date du 10 avril 2011, EFFIM, 22 rue de la Libération à 88460 DOCELLES, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau électrique pour l'alimentation de la ZA Val de l'Orne pour la viabilisation de parcelles, sur la commune de CONFLANS-EN-JARNISY.

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

Avis de concours interne sur titres du 29 avril 2011 pour le recrutement de maîtres ouvriers

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise un concours interne sur titres de maître ouvrier afin de pourvoir 4 postes :

- 1 poste - service environnement serres
- 1 poste - atelier métallerie
- 1 poste - service sécurité
- 1 poste - service restauration

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

- Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2e catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins 2 ans de service effectifs dans leurs grades respectifs :

Dispositions particulières :

- Une dispense de diplôme peut être appliquée dans certaines conditions.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copies des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

dans les 2 mois qui suivent la date de publication au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 29 avril 2011

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

Avis de concours interne sur épreuves du 29 avril 2011 pour le recrutement d'un agent de maîtrise

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise un concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise en vue de pourvoir :

- 1 poste - encadrement magasins généraux

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature :

- Les maîtres ouvriers et conducteurs ambulanciers de 1re catégorie

- Les ouvriers professionnels qualifiés, conducteurs ambulanciers de 2ième catégorie, les aides de laboratoire d'électroradiologie et de pharmacie de classe supérieure, comptant au moins 7 ans d'ancienneté dans leur grade.

Composition et nature des épreuves :

A - épreuves écrites d'admissibilité :

- Composition sur un ou plusieurs sujets de législation hospitalière (durée 1 heure – coef 1)

- Questionnaire portant sur les connaissances professionnelles (durée 2 heures – coef 2)

B – épreuve d'admission :

- Epreuve orale permettant d'apprécier les connaissances et les aptitudes à l'encadrement suivie d'un entretien avec le jury (durée 15 mn – coef 2)

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures (lettre de motivation, CV et copies des diplômes) doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

dans les 2 mois qui suivent la date de publication au registre des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 29 avril 2011

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

